

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1984 B 00601

Numéro SIREN : 306 138 900

Nom ou dénomination : DECATHLON

Ce dépôt a été enregistré le 04/03/2021 sous le numéro de dépôt 5439

Michel BALLE

DECATHLON SE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur Seine

MAZARS-aCéa
22 rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'assemblée générale,
DECATHLON SE
4 boulevard de Mons
Campus Decathlon
59665 Villeneuve d'Ascq Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DECATHLON SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2 « Evénements post clôture » de l'annexe des comptes consolidés concernant les effets de la crise sanitaire liée au Covid-19.

DECATHLON SE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 2

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre Société a procédé à un test de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles selon les modalités décrites dans la note 4 de l'annexe.

Dans le cadre de l'appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 29 avril 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

DECATHLON SE**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés****Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 3**

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

DECATHLON SE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 4

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Villeneuve d'Ascq, le 10 juin 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

2020.06.
10
14:53:10
+02'00'

Olivier Auberty

2020.06.
10
09:58:09
+02'00'

Alexandre Decrand

Mazars-aCéa

Signature
numérique de
Isabelle MASSA
Date :
2020.06.10
18:03:51 +02'00'

Isabelle
MASSA

2020.06.1
0 15:38:52
+02'00'

Isabelle Massa Vincent Rambaux

Groupe DECATHLON

BILAN ACTIF

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	% Var.
Ecart d'acquisition nets	20 562	45	20 517	45378%
Immobilisations incorporelles nettes	364 601	332 769	31 832	10%
Immobilisation corporelles nettes	3 489 654	3 412 293	77 361	2%
<i>Titres de participation non consolidés</i>	20 980	19 333	1 647	9%
<i>Titres de participation mis en équivalence</i>	673	448	225	50%
<i>Autres immobilisations financières</i>	64 467	57 932	6 535	11%
Total des immobilisations financières	86 120	77 714	8 406	11%
Total Immobilisations nettes	3 960 936	3 822 820	138 116	4%
 Total stocks nets	 2 539 542	 2 469 960	 69 582	 3%
 Clients externes nets	 174 010	 185 514	 -	 -6%
Autres créances et comptes de régularisation	608 945	632 821	-	-4%
Total Réalisable	782 955	818 334	-	-4%
 Valeurs mobilières de placement	 360 425	 269 376	 91 048	 34%
Banque et Caisse	598 045	465 844	132 201	28%
Total Disponible	958 469	735 220	223 249	30%
 Total Actif	 8 241 902	 7 846 335	 395 567	 5%

Michel ABALLU-Ed

BILAN PASSIF

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018	Variation	% Var.
Capital social	10 450	10 450	-	0%
Prime d'émission et de fusion	190 733	190 733	-	0%
Réserves	3 760 886	3 461 244	299 641	9%
Ecart de conversion	- 106 259	- 127 039	20 780	-16%
Résultat	554 385	500 277	54 109	11%
Capitaux propres part du Groupe	4 410 195	4 035 665	374 530	9%
Capitaux propres part des minoritaires	1 792	- 883	2 675	-303%
Provisions	152 131	139 261	12 869	9%
Emprunts et dettes financières	1 195 822	1 479 262	- 283 439	-19%
Fournisseurs	1 567 185	1 400 218	166 968	12%
Autres dettes et comptes de régularisation	914 777	792 812	121 965	15%
Total dettes d'exploitation	2 481 962	2 193 030	288 932	13%
Total Passif	8 241 902	7 846 335	395 567	5%

Michel ABALLÉ

Groupe Decathlon

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018	Variation	% Var.
Chiffre d'affaires net	12 344 113	11 293 704	1 050 409	9%
Autres produits	60 852	86 774	- 25 922	-30%
Reprises de provisions	124 502	127 246	- 2 744	-2%
Produits d'exploitation	12 529 467	11 507 724	1 021 743	9%
Achats consommés de composants	- 456 724	- 354 569	- 102 155	29%
Achats consommés de marchandises et produits finis	- 5 787 241	- 5 536 256	- 250 985	5%
Autres achats et charges externes	- 2 509 655	- 2 279 965	- 229 690	10%
Salaires et charges sociales	- 2 375 484	- 2 108 174	- 267 309	13%
Impôts et taxes	- 152 739	- 141 452	- 11 287	8%
Dotations amortissements et provisions	- 488 541	- 414 401	- 74 140	18%
Charges d'exploitation	-11 770 383	-10 834 818	- 935 566	9%
			-	
Résultat d'exploitation	759 083	672 906	86 177	13%
Résultat financier	40 971	10 404	30 567	294%
Résultat exceptionnel	52	16	36	224%
Impôts sur les résultats	- 252 460	- 189 287	- 63 172	33%
<i>Taux effectif d'impôts sur les résultats</i>	<i>-31.6%</i>	<i>-27.7%</i>	<i>-3.9%</i>	<i>14%</i>
Résultat net des entreprises intégrées	547 647	494 039	53 608	11%
Quote part des sociétés mises en équivalence	225	- 143	368	-257%
Résultat net de l'ensemble consolidé	547 872	493 896	53 976	11%
Part du groupe	554 385	500 277	54 108	11%
Part des minoritaires	- 6 513	- 6 381	- 132	2%

Michel ABALLE

Flux de trésorerie	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	547 872	493 896
Dotations aux amortissements	359 087	322 230
Cash Flow Net	906 959	816 126
Variation des Provisions (hors provisions sur actifs circulants)	28 475 -	13 477
Dotations des impôts différés de l'année	- 5 258 -	35 276
Plus et moins values de cessions (net d'impôt et frais)	36 574	16 268
Résultat des sociétés mises en équivalence	- 225	143
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie	59 566 -	32 341
Capacité d'Autofinancement (CAF)	966 525	783 784
Variation des stocks (net de provision)	- 52 816 -	197 666
Variation des créances d'exploitation hors impôt différé actif (net de provision)	49 656 -	93 537
Variation des dettes fournisseurs (marchandises et frais généraux)	161 542 -	3 497
Variation des autres dettes	106 073 -	66 962
Variation du BFR lié à l'activité	264 455 -	361 663
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 230 980	422 122
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 538 229 -	631 907
Variation des immobilisations financières	- 8 011 -	2 106
Acquisition, cessions de filiales	- 22 084	3 249
Produits de cession d'immobilisations (en prix de vente)	20 471	23 449
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	- 5 899 -	9 638
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 553 751 -	616 953
Free Cash Flow	677 229 -	194 832
Dividendes versés aux actionnaires	- 200 530 -	220 743
Comptes courants externes	7 730	9 051
Variation des capitaux propres *	9 083	3 147
Flux net de trésorerie lié aux capitaux propres	- 183 717 -	208 545
Variation des financements en Crédit Bail	16 848 -	18 978
Souscription des emprunts	1 186 370	1 691 207
Remboursement des emprunts	- 1 460 747 -	1 227 884
Flux net de trésorerie lié à la dette financière	- 257 528	444 345
Incidence des variations de change et de périmètre	- 12 735	8 178
Variation de Trésorerie	223 249	49 146
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>735 220</i>	<i>686 075</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>958 469</i>	<i>735 220</i>

Michel ABUEL

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

The Decathlon logo, consisting of the word "DECATHLON" in white, bold, uppercase letters, centered within a solid blue rectangular background.

Exercice clos le 31 décembre 2019

Sommaire

NOTE 1 - FAITS MARQUANTS	3
NOTE 2 - EVENEMENTS POST CLOTURE	3
NOTE 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION	3
NOTE 4 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	7
NOTE 5 - ECARTS D'ACQUISITION	14
NOTE 6 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14
NOTE 7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16
NOTE 8 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17
NOTE 9 - STOCKS	18
NOTE 10 - CLIENTS EXTERNES NETS	18
NOTE 11 - AUTRES CREANCES	18
NOTE 12 - DISPONIBILITES	19
NOTE 13 - CAPITAUX PROPRES	20
NOTE 14 - PROVISION POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES	21
NOTE 15 - PROVISIONS	22
NOTE 16 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	23
NOTE 17 - AUTRES DETTES	24
NOTE 18 - INFORMATION SECTORIELLE	24
NOTE 19 - FRAIS FINANCIERS NETS	26
NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	26
NOTE 21 - IMPOTS ET TAXES	26
NOTE 22 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	28
NOTE 23 - GESTION DU RISQUE	28
NOTE 24 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	30
NOTE 25 - EFFECTIFS	31

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier le plus proche.

NOTE 1 - FAITS MARQUANTS

Decathlon a acquis 70% en août 2019, d'Avanis, une entreprise spécialisée dans la vente, principalement en ligne via son site Alltricks, d'équipements pour le cyclisme, la course à pieds et les sports extérieurs.

Le périmètre de la transaction a inclus, Avanis, la principale entité opérationnelle et ses filiales WEB2C Logistique (100%), Bikexperience (100%) et Riverside Publications (51%).

NOTE 2 - EVENEMENTS POST CLOTURE

L'épidémie COVID19 constitue un événement postérieur à la clôture de l'exercice mais qui n'est pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2019.

Néanmoins son impact engendre un certain nombre de conséquences sur l'activité de l'entreprise qui ont donné lieu à un certain nombre d'actions :

- Fermeture de la plupart de nos établissements, en Chine d'abord à partir de février, puis à compter de mi-mars 2020 en Europe notamment, ce qui a engendré une baisse significative du chiffre d'affaire du groupe;
- Recours à l'activité partielle dans certains de nos établissements et services ;
- Mise en place d'un plan d'économie de frais;
- Mise en place d'un plan spécifique d'écoulement des stocks.

NOTE 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Méthodes de consolidation

Au 31 décembre 2019, le Groupe utilise la méthode d'intégration globale pour les filiales sur lesquelles il exerce un contrôle exclusif, et la méthode de mise en équivalence pour la filiale sur laquelle le Groupe a une influence notable.

Variations de périmètre

Les variations de périmètre se décomposent comme suit :

- Entrées dans le périmètre de consolidation :

En 2019, 9 sociétés ont fait leur entrée dans le périmètre de consolidation, dont Avanis SAS et ses filiales détenue à hauteur de 70% et consolidée en intégration globale.

- Sorties du périmètre de consolidation :

En 2019, aucune société n'a été cédée, et 2 sociétés ont été liquidées.

- Autres variations :

4 sociétés ont fusionné en 2019.

Périmètre de consolidation

Les sociétés du périmètre de consolidation sont les suivantes (sociétés ayant un résultat non nul en 2019) :

France	% d'intérêts
Decathlon SE	100%
Decathlon France Sas	100%
Logistique France SAS	100%
Deaucimmo 1Sas	100%
Weddis Sas	100%
Noisy Le Sec Sci	100%
Deaucimmo 4 Sas	100%
Projetclub Sa	100%
Exerceo Sas	100%
Deaucimmo 3 Sas	100%
Sporeka SAS	100%
Exerceo 1Sas	100%
Dedissud Sas	100%
Le Blanc Coulon Sarl	100%
Dlogimo Sas	100%
Park Norwest Sas	100%
Soldacox Sci	100%
Barega Sas	100%
Immothlon Snc	100%
Wedlog Sas	100%
Villanger Sci	100%
Les Pins de Cestas Snc	100%
Covox Sas	100%
Animfit Snc	100%
Decathlon Regional Support SARL	100%
Atlantis SCI	100%
Pins de BBA Sci	100%
SCIPierre de Quetigny	100%
Pins de Pelus Eurl	100%
Wedoffice Sas	100%
Semaphore Sas	100%
Boksimo Sas	100%
Eivisimo Sas	100%
Oxanim Eurl	100%
Dagsit Production Snc	100%
Des Villeneuve Snc	100%
Web2C Logistique	70%
Valothlon Sarl	100%
Bikexperience	70%
Ets Simond Sas	100%
Dranoco Sci	100%
Simond Factory SCI	100%
Riverside	36%
Sirenimo Sas	100%
Makiak Sci	100%
Haltacycle Sas	100%
Newmag Sas	100%
Avanis SAS	70%
Jetlane Sas	100%

Espagne	
Decathlon Espana Sa	100%
Tonclade SI	100%

Italie	
Decathlon Italia Srl	100%
Sidi Srl	100%
Decathlon Produzione Italia srl	100%
SBM2 Srl	100%
Andromeda Srl	100%
Ogea Sas	100%
Decathlon Italia Branch Malta	100%

Allemagne	
DD Unternehmens Entwicklung Gmbh	100%
Logistik Vertriebs gmbh	100%
DD Logistik Immobilien Gmbh	100%
DECATHLON Verwaltung SE	100%
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	100%
Storck Bicycle Gmbh *	25%

Chine	
DiMai (Shanghai) Trading Co., Ltd.	100%
Shanghai Xinwei Sports Co Ltd	100%
Decathlon Kunshan Warehousing Co Ltd	100%
Shanghai Sportin Trading Co Ltd	100%
Decnpro Shanghai Mgt Consulting Co Ltd	100%
Decathlon Investments China	100%
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	100%
Decathlon Shenzhen Co Ltd	100%
Guangzhou Xunli Technology Co Ltd	100%
Nanjing Comport Import & Export Trading Co Ltd	100%
Decathlon Suzhou Sports Co Ltd	100%
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	100%
Decathlon Xuzhou Co	100%
Diqi Ltd	100%
Decathlon Qingdao Sports Ltd	100%
Decathlon Dalian Sports Co Ltd	100%
Decathlon Ningbo Commercial Dvlp Co Ltd	100%
Decathlon (Shenyang) Real Estate Co Ltd	100%
Decathlon Shanghai Sport Internet sales Company Ltd	100%
Decathlon (Chengdu) Real Estate	100%
Decathlon Hangzhou sports Co Ltd	100%
Decathlon Wuxi Commercial consulting	100%
Decathlon Changzhou Sports Co Ltd	100%
Tianjin New North Star Sports Co Ltd	100%
Decathlon Tianjin Sports Co Ltd	100%
Koodza Shanghai Co Ltd	100%

Chine (suite)	
Decathlon Zhuhai consulting co ltd	100%
Disp Shanghai Consulting Co Ltd	100%
Decathlon Suzhou Real Estate	100%
Decathlon (Weifang) Real Estate	100%
Decathlon Nantong Sports Co Ltd	100%
Decathlon Jiaxing Sports Co Ltd	100%
Embisphère Asia	100%
Decathlon Dongguan chasha warehousing	100%
Decathlon Wuxi Sports Co Ltd	100%
Semaphore Shanghai Company Consulting Co Ltd	100%
Decathlon Zhongshan Ltd	100%
Decathlon Luoyang Co	100%
Decathlon Xi'an Sports Co Ltd	100%
Decathlon Jiangyin Sports Co Ltd	100%
Decathlon Changsha sports consulting	100%
Decathlon Changchun Sports Co Ltd	100%
Decathlon Ningbo Sports Co Ltd	100%
Decathlon Haerbin Sports Consulting Co Ltd	100%
Decathlon Shenyang Sports Co Ltd	100%
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	100%
Decathlon Shanghai sports Co Ltd	100%

Afrique du Sud	
Decathlon South Africa Sports (PTY) Ltd.	100%

Algérie	
Decathlon El Djazair Sarl	100%

Angleterre	
Sportstock Ltd	100%
Javen Ltd	100%
Decathlon UK Ltd	100%

Australie	
Decathlon Australia Pty Ltd	100%

Autriche	
Decathlon Austria Gmbh	100%

Bangladesh	
Decathlon Sports Bangladesh Ltd	100%

Belgique	
Decathlon Belgium Sa	100%
Ansimmo Sa	100%
Decathlon Operational Booster	100%
Weddell Sa	100%

Brésil	
Iguasport Ltda	100%
Green Real Estate Empreendimentos imobiliarios Ltda	100%

Bulgarie	
Decathlon Bulgaria Eood	100%
Sportis Immo Eood	100%

Cambodge	
Cambo Sporting Goods Ltd	100%

Canada	
Oki Technologies Inc	100%
Decathlon Canada Inc	100%

Chili	
Decathlon Chile SpA	100%

Colombie	
Decathlon Colombia SAS	100%
Decoam	100%

Congo	
Decathlon RDC Congo Sasu	100%

Corée	
Decathlon Korea Co Ltd	100%

Côte d'Ivoire	
Decathlon Cote d'Ivoire	100%

Croatie	
Decathlon Zagreb Doo	100%
Red estate	100%

Egypte	
Oxatis Ltd	100%
Decathlon Trading Egypt	100%
Decathlon Egypt	100%

Ghana	
Decathlon Ghana Ltd	100%

Grèce	
Decathlon Greece Sporting Goods Llc	100%

Hong Kong	
Sportfit Hong Kong	100%
Decathlon Hong Kong Co Ltd	100%

Hongrie	
Tizproba Kft	100%
Budathlon Kft	100%
Hatloginvest Kft	100%
Delogist Kft	100%

Inde	
Prodin Sporting Pvt Ltd	100%
Indeca Sporting Goods Private Ltd	100%
White House Sro	100%
Decathlon sports India Private Ltd	100%

Indonésie	
Decathlon Sports Indonesia	100%

Iran	
Decathlon Pars LLC	100%

Irlande	
Decathlon Sports Ireland Ltd	100%

Israel	
Decathlon Israel Ltd	100%

Japon	
Decathlon Japan Co Ltd	100%

Kazakhstan	
Decathlon Rk Ltd	100%

Kenya	
Decathlon Sports Kenya Ltd	100%

Lithuanie	
Decathlon Lietuva Uba	100%

Luxembourg	
Fininter	100%
Xiam Sa	100%
Lexi Sa	100%

Malaisie	
Decathlon Malaysia Sdn Bhd	100%
Decathlon Logistics Malaysia Sdn Bhd	100%

Maroc	
Decathlon Maroc SAS	100%
Immodis sas	100%
Decapro Maroc Eurl	100%

Maurice	
STO Sports and Technics Overseas Ltd	100%
Decathlon New co Ile Maurice	100%

Mexique	
Articulos Deportivos Decathlon Sa	100%

Monaco	
Decathlon et Cie Snc (Monaco)	100%

Nouvelle Zelande	
Decathlon New Zealand Ltd	100%

Pays bas	
Decathlon Netherlands Bv	100%
Orange Estate BV	100%

Philippines	
Decathlon Philippines Inc	100%

Pologne	
Decathlon Sp Zoo	100%
Niebieski Dom Sp Zoo	100%
Blue Estate Sp Zoo	100%

Portugal	
Spdad Unipessoal Lda	100%
Rgvs Unipessoal Lda	100%
Immadora Lda	100%
Lismarvimmo Lda	100%

République Tchèque	
Decasport Sro	100%
Nierdouasseaurou Sro	100%

Roumanie	
Roumasport Srl	100%
Madirom Prod Srl	100%
Immorom Imobiliare Srl	100%

Russie	
Octobblue Llc	100%
Blue Logistik Llc	100%
Blue House Ilc	100%

Sénégal	
Decathlon Senegal Sarl	100%

Serbie	
Decathlon Beograd Doo	100%

Singapour	
Desipro Pte Ltd	100%
Decathlon Singapore Pte Ltd	100%
Osinvest Pte Ltd	100%

Slovaquie	
Decathlon SK Sro	100%

Slovenie		
Decathlon Ljubljana trgovina s sportno opremo d.o.o		100%

Sri Lanka		
Lanka Sporting Goods		100%
Decathlon Lanka Sports Access		100%

Suède		
Decathlon Sverige ab		100%

Suisse		
Decathlon Switzerland		100%
Decathlon Sports Switzerland SA		50.01%

Taiwan		
Decathlon Taiwan Co Ltd		100%

Thaïlande		
Inthanon Sporting Goods Co Ltd		100%
Sport and Leisure (Thailand) Co Ltd		100%
Decathlon Thailand Co. Ltd		100%

Tunisie		
Decathlon Tunisie Llc		100%
Proxy Tunisie Sarl		100%
Proxyligne Sarl		100%

Turquie		
Turksport Spor Urunleri Sanayi VtIs		100%

Ukraine		
Decathlon Ukraine Ltd		100%

USA		
Decathlon USA LLC		100%

Vietnam		
Decathlon Vietnam Co Ltd		100%

**Mise en équivalence*

NOTE 4 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes généralement admis en France définis par le plan comptable général par les règlements 99-02 modifié par le règlement ANC 2016-08 du 2 décembre 2016 et 2005-10 du CRC.

En conséquence, les comptes sociaux de chacune des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et réglementations en vigueur dans leur pays respectif, font l'objet de retraitements pour se conformer à ces normes et être intégrés aux comptes consolidés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Date d'établissement des comptes

Les états financiers consolidés du Groupe Decathlon ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 29 avril 2020.

Conversion des éléments en devises, couvertures de risques de change et de taux d'intérêts.

a) Méthode de conversion des comptes des filiales étrangères

Les bilans exprimés en devises sont convertis en euro au cours de clôture. Les éléments des comptes de résultats des sociétés étrangères sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les pertes et profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés sont comptabilisés directement dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres consolidés.

b) Conversion des transactions effectuées en devises étrangères

Les profits et pertes résultant des transactions en monnaies étrangères (transactions réalisées dans des devises différentes de la monnaie locale) sont inclus dans le résultat.

Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

c) Dérivés de change

Les instruments financiers servant à couvrir les transactions commerciales sont qualifiés d'instruments de couverture. En conséquence, les gains ou les pertes constatés sur ces instruments financiers sont comptabilisés de manière symétrique à l'élément couvert.

Le résultat lié à la couverture d'éléments financiers (comptes courants, emprunts et dettes) est comptabilisé en résultat financier. Des cross currency swaps sont utilisés pour couvrir nos positions financières en devises.

Les instruments financiers utilisés dans le cadre d'une couverture de change sont des achats et des ventes à terme de devises ainsi que des options de change.

Les primes sur les options de change servant à couvrir les opérations commerciales impactent le résultat sur la période de couverture.

d) Dérivés de taux

Les instruments financiers utilisés dans le cadre d'une couverture de taux d'intérêts sont des swaps de taux (échange de taux d'intérêts variable contre fixe).

Ces instruments étant souscrits dans le cadre d'une couverture, la variation de la valeur de marché de l'instrument n'impacte pas le résultat.

Nos swaps de taux donnent trimestriellement lieu à un échange de flux financiers nets qui font l'objet d'un enregistrement en résultat financier mensuellement au prorata de la période courue.

Eliminations

Les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Effets de l'hyperinflation

Les pays dans lesquels le Groupe opère ne sont pas impactés par des effets de l'hyperinflation.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs ou négatifs sont calculés par différence entre le coût d'acquisition et la part du Groupe dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date de prise de participation.

Depuis 2016, et conformément à la nouvelle réglementation ANC, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais sont soumis à des tests de dépréciation annuels. Jusqu'en 2015, ils étaient amortis linéairement sur une durée de 10 ans.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les valeurs relatives aux droits au bail, aux logiciels et aux droits d'usage des terrains en Chine. Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'entrée.

Les droits au bail ne sont pas amortis mais sont intégrés aux unités génératrices de trésorerie lors des tests de dépréciation d'actifs décrits ci-dessous (cf. note 3-10).

Les droits d'usage des terrains concernent principalement l'immobilier en Chine. Ils sont amortis sur 40 ans pour les magasins et 50 ans pour les entrepôts.

Les logiciels de type bureautique ou gros système sont amortis linéairement sur des durées plus courtes ne dépassant pas 4 ans.

Les logiciels nécessitant des frais de développement sont amortis sur 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Méthode et règle d'évaluation des frais de développement

Les frais de développement informatiques sont immobilisés conformément à la méthode préférentielle du CRC 99-02 s'ils respectent les critères d'activation suivants : faisabilité technique, intention d'achever le développement et d'utiliser l'immobilisation, disponibilités des ressources, utilisation future certaine, avantages économiques futurs, évaluation des dépenses fiables.

Par ailleurs, le montant total de l'enveloppe prévue doit dépasser le seuil d'activation : les coûts totaux de l'ensemble du projet doivent être supérieurs à 1 MEUR.

Peuvent être incorporés dans le coût d'entrée d'un projet de développement :

- les coûts des matériaux et services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les coûts des avantages du personnel résultant de la création de l'immobilisation incorporelle ;
- les honoraires d'enregistrement d'un droit légal ;
- l'amortissement des brevets et licences qui sont utilisés pour générer l'immobilisation incorporelle ;

Les frais de développement informatiques doivent être amortis sur 5 ans. Par exception sont amortis sur une durée de 10 ans les frais de développement liés à des logiciels types ERP, très structurants pour le Groupe et dont la durée probable d'utilité est plus longue.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées de vie estimées suivantes :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Terrains	Néant
Constructions	15 à 30 ans
Agencements et aménagements	2 à 30 ans

Installations techniques	3 à 20 ans
Matériels et outillage	2 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

Les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Dépréciation d'actifs immobilisés

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la cession d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini.

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est le suivant :

Création de valeur $N-1 < 0$ ET Création de valeur $N < 0$.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. L'UGT qui a été retenue est le site (magasin). Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur comptable du site excède sa valeur recouvrable.

Cette norme s'applique aux différentes activités du Groupe :

- Formes de vente : magasins de plus de 24 mois.
- Sites de production : usines.
- Immobilier : constructions et terrains.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Immobilisations acquises en location-financement

Les contrats de location sont comptabilisés en application de la norme relative aux contrats de location qui distingue les contrats de location financement des contrats de locations simple. La comptabilisation des contrats de location est faite selon qu'il s'agisse de contrats de location financement ou de contrats de location simple.

Un contrat de location est qualifié de location-financement lorsqu'il a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Les autres contrats de locations sont classés en contrat de location simple.

Les biens immobiliers (terrains et constructions) dont Decathlon a la jouissance au moyen de contrats de location financement et présentant les caractéristiques d'une acquisition sont portés à l'actif pour un montant équivalent à leur juste valeur, ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

La dette correspondante est inscrite au passif sous la rubrique "emprunts et dettes financières". Les charges financières relatives à ces dettes sont incluses au compte de résultat dans le poste "charges financières".

L'actif immobilisé est ensuite amorti selon les règles régissant l'amortissement des immobilisations (note 3-9).

Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'utilité d'une participation est inférieure à son coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité d'une participation est déterminée par référence à l'actif net économique de l'entreprise correspondante ainsi qu'aux perspectives d'évolution générale de cette dernière.

Les prêts et autres créances immobilières sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice.

Stocks de composants et marchandises

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat moyen pondéré, ristournes déduites, les frais accessoires et de transit jusqu'au magasin.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Les profits internes inclus dans les stocks sont éliminés, l'effet de l'impôt correspondant étant reconnu en impôts différés.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale. Celles libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du taux de change de clôture.

Les créances clients sont comptabilisées sous déduction éventuelle de provisions pour pertes de valeur en cas de risques de non-recouvrement.

Conformément à l'article L225-43 du code de commerce, aucune avance, ni aucun crédit, ne sont consentis aux dirigeants de la société.

Disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les actions auto-détenues dans le cadre des plans d'options d'achats d'actions par le personnel figurent en valeurs mobilières de placement.

Les encaissements en cours dont le délai de paiement par la banque est inférieur à trois mois sont inclus dans les disponibilités.

La juste valeur débitrice des dérivés servant à couvrir nos dettes et nos créances en devises contre le risque de change est également incluse dans un compte de disponibilités.

Indemnité de départ en retraite & autres engagements de retraite

Pour la France, la méthode retenue est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et la probabilité de présence dans l'entreprise.
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs.
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futures afin d'obtenir la dette actuarielle (ou engagement).

Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Provisions pour risques et charges

Les risques connus et susceptibles d'entraîner probablement une sortie de ressources financières sans contrepartie pour le Groupe sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers le tiers, à savoir les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence de cette obligation.

Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

Stocks Options

En contrepartie des services rendus, la société Décathlon SE a attribué à certains membres du personnel des plans d'options d'achat d'actions. Les options ainsi attribuées constituent une charge de personnel étalée sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits (période dite « d'attribution »).

La provision comptabilisée correspond à la moins value qui sera réalisée par Décathlon SE lors de la cession aux bénéficiaires des actions lors de l'exercice des stocks options. La provision est étalée sur la durée du plan, car l'exercice des options est soumis à des conditions de présence et de performance des bénéficiaires à l'issue de la période d'indisponibilité.

Attribution d'actions gratuites (AGA)

En contrepartie des services rendus, la société Décathlon SE a attribué à certains membres du personnel des plans d'attribution d'actions gratuites. Les options ainsi attribuées constituent une charge de personnel étalée sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits (période dite « d'attribution »).

La provision comptabilisée correspond à la moins value qui sera réalisée par Décathlon SE lors de la distribution aux bénéficiaires des actions lors de l'exercice des AGA. La provision est étalée sur la durée du plan, car l'exercice des AGA est soumis à des conditions de présence et de performance des bénéficiaires à l'issue de la période d'indisponibilité.

Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

Impôts courants et différés

a) Impôts courants

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible calculé au taux applicable aux bénéfices fiscaux de chaque société.

b) Impôts différés

Chaque société constate des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Les actifs d'impôts différés n'étant toutefois comptabilisés que dans la mesure où leur récupération est probable.

Les impôts différés sont calculés au taux d'imposition connu à la date d'établissement des comptes consolidés, selon la méthode du report variable.

c) Les déficits fiscaux

Les déficits fiscaux ne donnent lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé que lorsque leur imputation sur les bénéfices fiscaux est hautement probable dans un délai de 5 ans.

Compte de Résultat

a) Les frais d'ouverture

Ces frais sont intégralement pris en charge sur l'exercice d'ouverture de l'établissement concerné.

b) Les charges et produits exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels comprennent des éléments significatifs qui en raison de leur nature et de leur caractère inhabituels ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du Groupe. Ils incluaient essentiellement les plus ou moins-values de cession. Ces plus ou moins-values de cession font désormais partie du résultat d'exploitation lorsqu'elles sont liées à des opérations de cession usuelles.

Autres informations

a) Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont détaillés en Note 24.

b) Rémunération des organes d'administration et de direction

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela reviendrait à donner une rémunération individuelle.

NOTE 5 - ECARTS D'ACQUISITION

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Valeur nette comptable à l'ouverture	45	1 104
Augmentation (1)	20 517	
Diminution nette		- 1 059
Pertes de valeur		
Total	20 562	45

(1) Acquisition Avanis.

Les écarts d'acquisition nets sont répartis comme suit :

K EUR	31/12/2019				31/12/2018			
	Brut	Amortiss.	Dépr.	Net	Brut	Amortiss.	Dépr.	Net
Distribution France	20 838	168	119	20 550	333	168	119	45
Distribution Allemagne	3 531	1 759	1 759	12	3 519	1 759	1 759	0
Distribution Canada	112	45	67	0	112	45	67	0
Total	24 481	1 973	1 946	20 562	3 964	1 973	1 946	45

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes	31/12/2018						31/12/2019
K EUR	Brut	Aug.	Dim. (1)	Transferts (2)	Ecart de conversion (3)	Var° de périmètre (4)	Brut
Progiciels	47 785	5 868	6 055	1 009	51	1 035	49 691
Droit au bail, Fond de commerce	8 833	358	1 000	-137	0	25	8 078
Droits d'usage des terrains	123 859	300	0	1 088	934	0	126 181
Autres immos incorporelles	8 015	21 267	174	184	2	2 007	31 302
Frais de développement	133 902	14 051	22 331	98 558	-167	5	224 019
Immobilisations en cours	81 069	39 259	0	-98 802	-117	0	21 409
Total	403 462	81 103	29 560	1 901	702	3 072	460 680

(1) Les diminutions de frais de développement correspondent à des renoncements de projets informatiques.

(2) Les flux de transfert correspondent pour 1.1 MEUR à l'activation des droits d'usage des terrains en Thaïlande et 1 MEUR à l'activation de progiciels dans divers pays, les montants ayant été transférés depuis les comptes d'immobilisations incorporelles en cours.

(3) Les 0.7 MEUR en écarts de conversion concernent les droits d'usage des terrains sur l'immobilier Chine pour 0.5 MEUR et sur la Thaïlande pour 0.4 MEUR.

(4) La variation de périmètre pour 3 MEUR correspond à l'acquisition de la société Avanis.

Les droits d'usage des terrains qui s'élèvent à 126 MEUR concernent principalement la Chine et sont amortis sur 40 ans (distribution) ou 50 ans (logistique) pour 121 MEUR et 2 sites en Thaïlande amortis sur 22 ans pour 5 MEUR.

Les frais de développement correspondent pour 49 MEUR à CUBE, pour 9 MEUR au développement de SAP au Brésil, pour 15 MEUR à la mécanisation des entrepôts et pour 143 MEUR à Highway.

Les immobilisations en cours correspondent principalement à des développements informatiques.

Amortissements	31/12/2018						31/12/2019
K EUR	Amortiss.	Aug.	Dim.	Transferts	Ecart de conversion	Var° de périmètre	Amortiss.
Amort progiciels	32 592	7 610	4 108	149	25	238	36 505
Amort droit au bail, fond de commerce	543	42	0	0	0	0	586
Amort droits d'usage des terrains	15 000	3 073	0	0	29	0	18 102
Amort autres immos incorporelles	4 252	501	134	0	-6	880	5 494
Amort Frais de développement	18 306	21 183	4 013	0	-84	1	35 393
Total	70 694	32 410	8 255	149	-36	1 119	96 079

Valeurs nettes	31/12/2019			31/12/2018		
K EUR	Brut	Amortiss.	Net	Brut	Amortiss.	Net
Progiciels	49 691	36 505	13 186	47 785	32 592	15 193
Droit au bail, Fond de commerce, marques	8 078	586	7 493	8 833	543	8 290
Droits d'usage des terrains en Chine	126 181	18 102	108 078	123 859	15 000	108 858
Autres immos incorporelles	31 302	5 494	25 810	8 015	4 252	3 763
Frais de développements	224 019	35 393	188 626	133 902	18 306	115 596
Immobilisations en cours	21 409		21 409	81 069		81 069
Total	460 680	96 079	364 601	403 462	70 694	332 769

NOTE 7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Valeurs Brutes**

K EUR	31/12/2018	Aug.	Dim.	Transferts	Ecart de conversion (1)	Mouv. de périmètre	31/12/2019
Terrains	1 055 690	15 184	12 992	8 157	4 731	0	1 070 769
Constructions	1 649 406	50 380	7 535	62 128	9 475	0	1 763 853
Aménagements des constructions	1 651 701	134 267	45 251	73 747	11 647	10	1 826 122
Matériel et outillage	212 567	28 250	12 144	2 358	1 178	18	232 225
Matériel de production	92 384	13 654	5 100	4 061	875	1 131	107 004
Agencement	285 642	35 678	19 123	5 166	1 641	764	309 769
Mobilier de bureau et info	227 020	38 160	29 031	4 740	935	-278	241 546
Matériel RFID	35 228	3 446	2 858	865	203	0	36 883
Matériel de transport et convoyeur	52 366	50 940	4 208	5 085	114	88	104 385
Immobilisations corp. en cours	177 651	81 828	2 699	-168 415	2 759	113	91 238
Total	5 439 656	451 785	140 941	-2 108	33 558	1 846	5 783 794

(1) Les écarts de conversion s'élèvent à 33.6 MEUR et sont principalement répartis sur les pays suivants : 22.2 MEUR sur la Russie, 6.4 MEUR sur le Royaume Uni, 2.2 MEUR sur la Chine, 2.2 MEUR sur la Pologne, 1.4 MEUR sur Taiwan, 1.3 MEUR sur Singapour, -2.3 MEUR sur la Hongrie et -2.3 MEUR sur la Turquie.

Amortissements / Dépréciations

K EUR	31/12/2018	Aug.	Dim.	Transferts	Ecart de conversion	Mouv. de périmètre	31/12/2019
Amort. Constructions	627 942	62 643	4 284	502	1 360	0	688 164
Amort. Aménagts des constructions	740 573	135 071	33 264	207	2 427	-10	845 005
Acc deprequipment and fixtures	128 606	26 098	11 620	237	494	-15	143 801
Amort. Matériel de production	69 578	17 472	4 696	-131	533	55	82 811
Agencement	164 763	38 081	17 422	-93	593	379	186 302
Mobilier de bureau et info	144 960	39 855	25 341	-7	439	127	160 032
Matériel RFID	11 347	124	2 711	92	115	0	8 966
Matériel de transport et convoyeur	29 195	4 576	2 490	47	-34	464	31 760
Provisions dépréciation immos	110 398	52 726	16 682	346	419	90	147 298
Total	2 027 363	376 646	118 511	1 201	6 347	1 090	2 294 140

Valeurs nettes			31/12/2019			31/12/2018		
K EUR	Brut	Amortiss.	Net	Brut	Amortiss.	Net		
Terrains	1 070 769	0	1 070 768	1 055 690	0	1 055 689		
Constructions	1 763 853	688 164	1 075 690	1 649 406	627 941	1 021 464		
Amenagement des constructions	1 826 122	845 005	981 114	1 651 701	740 573	911 129		
Materiel et outillage	232 225	143 801	88 425	212 567	128 606	83 961		
Materiel de production	107 004	82 811	24 193	92 384	69 578	22 806		
Agencement	309 769	186 302	123 467	285 642	164 763	120 880		
Mobilier de bureau et info	241 546	160 032	81 514	227 020	144 960	82 061		
Matériel RFID	36 883	8 966	27 917	35 228	11 347	23 880		
Matériel de transport et convoyeur	104 385	31 760	72 626	52 366	29 195	23 170		
Immobilisations en cours	91 238	0	91 238	177 651	0	177 651		
Provisions dépréciations immos	0	147 298	-147 298	0	110 398	-110 398		
Total	5 783 794	2 294 140	3 489 654	5 439 656	2 027 363	3 412 293		

Dont immobilisations financées en location-financement :

Valeur brutes	31/12/2018					31/12/2019
K EUR	Brut	Aug.	Dim.	Transferts	Ecart de conversion	Brut
Terrains	274 186	0	342	- 2 804	0	271 039
Constructions	660 558	417	944	17 781	39	677 851

Valeurs nettes	31/12/2018			31/12/2019		
K EUR	Brut	Amortiss.	Net	Brut	Amortiss.	Net
Constructions	660 558	348 756	311 802	677 851	371 389	306 462

NOTE 8 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

K EUR	31/12/2018	Augm.	Dim.	31/12/2019
Dépôts et cautionnements	57 959	12 609	7 827	62 741
Titres de participation non consolidés	19 333	1 646	0	20 980
Autres actifs financiers	422	2 003	25	2 399
Total des immobilisations financières	77 714	16 258	7 852	86 120

Les titres de participation non consolidés concernent essentiellement la société OPC2. Cette société n'a pas été consolidée en raison de son impact non significatif sur les comptes consolidés.

NOTE 9 - STOCKS

K EUR	31/12/2019			31/12/2018		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Stock composants et matières 1ères	276 971	18 907	258 064	262 060	17 890	244 170
Stock composants en transit	60 469	0	60 469	54 238	0	54 238
Stock semi fini	-11 618	0	-11 618	7 457	0	7 457
Stock produits finis	3 641	0	3 641	2 203	0	2 203
Stock marchandises en transit	264 153	0	264 153	274 980	0	274 980
Stock marchandises	1 980 665	18 297	1 962 368	1 901 561	17 976	1 883 585
Stock agencements	2 570	105	2 465	3 378	51	3 327
Total	2 576 851	37 309	2 539 542	2 505 877	35 917	2 469 960

NOTE 10 - CLIENTS EXTERNES NETS

K EUR	31/12/2019			31/12/2018		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Clients	173 709	0	173 709	184 089	0	184 089
Clients douteux	4 967	4 666	301	9 965	8 541	1 424
Total	178 676	4 666	174 010	194 055	8 541	185 514

NOTE 11 - AUTRES CREANCES

K EUR	31/12/2019			31/12/2018		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
RFA et avances fournisseurs	64 226	0	64 226	58 995	0	58 995
TVA débitrice	249 496	5 518	243 978	314 457	5 352	309 105
Impôts différés actifs	119 682	0	119 682	105 936	0	105 936
Créances sur l'Etat	37 651	0	37 651	45 135	0	45 135
Autres créances	117 774	3 948	113 826	87 039	4 028	83 012
En cours d'encaissement	29 582	-	29 582	30 638	0	30 638
Total	618 411	9 466	608 945	642 200	9 379	632 821

L'antériorité des autres créances date de moins d'un an.

NOTE 12 - DISPONIBILITES

K EUR	31/12/2019			31/12/2018		
	Brut	Dépr	Net	Brut	Dépr	Net
Placements de trésorerie (dont actions propres)	215 842		215 842	142 226		142 226
Instruments de trésorerie	144 583		144 583	127 150		127 150
Valeurs mobilières de placement	360 425		360 425	269 376		269 376
Banque et Caisse	598 045		598 045	465 844		465 844
Total	958 469		958 469	735 220		735 220

Actions propres, incluses dans les VMP :

	2019	2018
K EUR	44 084	45 851
Nombre d'actions	38 866	42 638

NOTE 13 - CAPITAUX PROPRES

Le capital social au 31 décembre 2019 s'élève à 10 450 KEUR et se compose de 6 345 110 actions.

Part du groupe

en K€	Capital	Prime d'émission	Résultat	Réserves Consolidées	Ecart de Conversion	Total
Décembre 2018	10 450	190 733	500 277	3 461 245	- 127 039	4 035 665
Dividendes				- 200 530		- 200 530
Affectation résultat N-1			- 500 277	500 277		
Résultat			554 385			554 385
Variation de périmètre				184		184
Actions détenues en propre						
Ecart actuariels				- 287		- 287
Var. des écarts de conversion					20 780	20 780
Décembre 2019	10 450	190 733	554 385	3 760 889	- 106 259	4 410 197

Part des minoritaires

En K€	Résultat	Réserves Consolidées	Ecart de Conversion	Total
Décembre 2018	-6 381	5 459	39	-883
Affectation résultat N-1	6 381	- 6 381		
Résultat	- 6 513			- 6 513
Variation de périmètre		9 518		9 518
Var. des écarts de conversion			- 329	- 329
Décembre 2019	- 6 513	8 595	-290	-1 792

Au 31 décembre 2019, la part des minoritaires concerne : Athléticum (49.99%), Avanis (30%) et ses filiales.

NOTE 14 - PROVISION POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de prévoyance, de retraite, de préretraite et d'indemnités de départ. Les régimes à cotisations définies couvrent la majorité de l'effectif total du Groupe. En outre, il existe en France et en Italie des régimes à prestations définies (indemnités de fin de carrière et traitement de fin de rapport).

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont comptabilisés conformément à la méthode préférentielle du CRC.

En France, un contrat d'assurance a été souscrit afin de couvrir l'obligation de verser une indemnité de départ à la retraite. Aucun dépôt n'a été effectué en 2019 à ce titre.

L'engagement actualisé s'élève à 65,1 MEUR, le fonds est valorisé à 16,4 MEUR, le passif net s'élève à 48,7 MEUR, inclus dans les dettes pour pensions et retraites (cf. Note 15).

Les hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation	0,80%
- Taux de rendement attendu des actifs	0,80%
- Taux de revalorisation des salaires	
Cadres	3%
Non cadres	3%
- Age de départ à la retraite	
Cadres	65 ans
Non cadres	62 ans
- Modalité de départ en retraite	Départ volontaire
- Taux de charges sociales patronales	
Cadres	43%
Non cadres	25%
- Table de mortalité	TGH TGF 00 -05

A l'étranger, les régimes de retraite sont externalisés, il s'agit principalement de régimes à cotisations définies.

En Suisse, l'engagement actualisé s'élève à 16,9 MEUR, le fonds est valorisé à 11,2 MEUR, le passif net s'élève à 5,7 MEUR, inclus dans les dettes pour pensions et retraites (cf. Note 15).

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation	0,20%
- Taux de rendement attendu des actifs	0,20%
- Taux de revalorisation des salaires	1,50%
- Age de départ à la retraite	
Hommes	65 ans
Femmes	64 ans
- Taux de charges sociales patronales	25%
- Table de mortalité	BVG/LPP 2015

Il existe une réglementation spécifique en Italie, le montant lié aux avantages de départ est comptabilisé en provisions pour risques (cf. Note 15).

NOTE 15 - PROVISIONS

K EUR	31/12/2018	Aug.	Dim.	Trans / Ecart de conv	Variation de périmètre	31/12/2019
Provisions pour garanties clients	22 486	20 192	18 707	3		23 974
Provisions pour litiges et autres risques	41 202	11 275	14 967	74		37 584
Provisions sur stocks options et distribution d'actions gratuites	15 583	6 512				22 095
Provisions pour risques fiscaux	24 056	2 796	13 902			12 950
Dettes pour pensions et retraites	35 933	19 354	85	326		55 528
Total	139 261	60 129	47 661	403	-	152 131

Provision pour garanties clients

Les provisions pour garanties clients augmentent dans la même proportion que l'augmentation du chiffre d'affaires.

Provisions pour litiges et autres risques :

Les dotations pour litiges et autres risques concernent principalement des provisions pour des litiges fournisseur d'une part et des provisions pour litiges prud'homaux d'autre part.

Les reprises pour litiges et autres risques concernent principalement des paiements de litiges fournisseurs et prud'homaux.

Provisions pour stock-options et AGA :

Stock-options	2019		2018	
	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options
Options en début d'exercice	812,12 €	31 803	775,91 €	47 214
Options exercées durant l'exercice		16 806		14 543
Options annulées durant l'exercice		174		868
Options en fin d'exercice	865,51 €	14 823	812,12 €	31 803
Fourchette de prix d'exercice	865,51€		764,47€ - 865,51€	
Durée de vie contractuelle moyenne pondérée	2 ans		2 ans	

AGA	2019		2018	
	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options
Options en début d'exercice	0 €	33 417	0 €	15 696
Options émises durant l'exercice		10 073		21 737
Options exercées durant l'exercice		959		2 934
Options annulées durant l'exercice		823		1 082
Options en fin d'exercice	0 €	41 708	0 €	33 417
Fourchette de prix d'exercice	0 €		0 €	
Durée de vie contractuelle moyenne pondérée	2 ans		2 ans	

Provisions pour risques fiscaux

Au 31 décembre 2019, les provisions pour risques fiscaux concernent essentiellement les contrôles fiscaux en France, en Espagne et en Inde.

Dettes pour pensions et retraite

Elles sont liées aux dettes pour pensions de la France, la Suisse et l'Italie (cf. Note 14).

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
France	48 681	32 102
Suisse	5 678	3 043
Italie	702	788
Thaïlande	467	
Total	55 528	35 933

NOTE 16 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

K EUR	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Emprunts externes	791 135	1 122 185	- 331 050
Découverts bancaires	14 075	6 890	7 185
Instruments financiers passifs	99 534	76 549	22 985
Dettes crédit bail	281 443	264 595	16 848
Dépôts reçus	1 169	1 373	- 204
Autres dettes long terme	8 465	7 670	795
Total	1 195 822	1 479 262	- 283 440

La dette crédit-bail (281 MEUR) est contractée exclusivement en euros et à taux variable. Elle fait l'objet pour partie d'une couverture par l'intermédiaire de swaps de taux fixe contre variable.

Les emprunts externes (791 MEUR) sont contractés pour la plus grande partie à taux variable et dans les devises suivantes : en Euro (690 MEUR), en Yuan chinois (8 MEUR), en Roupie indienne (5,7 MEUR), en Lire turque (39 MEUR), en Dollar taïwanais (27 MEUR), en Rouble russe (4 MEUR), en Leu roumain (1,2 MEUR) et en Dinar marocain (3 MEUR).

Répartition par échéances des emprunts et dettes financières :

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
< 1 an	842 876	1 158 313
Entre 1 et 5 ans	277 721	181 346
> 5 ans	75 225	139 603
Total	1 195 822	1 479 262

NOTE 17 - AUTRES DETTES

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs de marchandises	1 133 471	1 058 682
Fournisseurs de frais généraux	411 909	313 831
Fournisseurs d'immobilisations	21 805	27 704
Fournisseurs	1 567 185	1 400 218
Impôts sur les sociétés	42 362	42 632
Impôts différés	42 470	34 501
TVA	175 873	146 548
Autres taxes	66 254	61 145
Dettes fiscales	326 958	284 827
Dettes sociales	356 707	304 480
Autres dettes court terme (1)	231 111	203 505
Total	2 481 962	2 193 030

(1) : Les autres dettes court terme sont constituées principalement d'avances reçues et de produits constatés d'avance.

NOTE 18 - INFORMATION SECTORIELLE

- Par secteur d'activité

L'activité Distribution comprend les départements suivants :

Les magasins, les structures régionales, la direction générale des pays

L'activité DMI (Direction des Marques Internationales) comprend les activités suivantes :

La DMI des différents pays concernés, la DMI Europe

L'activité Immobilier comprend les activités suivantes :

La Direction immobilière internationale, les sociétés immobilières des différents pays

L'activité Production comprend les activités suivantes :

La production des différents pays concernés, la direction industrielle internationale

Le sous-total Autres comprend les activités suivantes :

Les services centraux internationaux, la finance internationale, la logistique, les holdings

Retraitements :

Elimination des flux internes.

Exercice 2019 (en K€)	Distribution	DMI	Production	Immobilier	Autres	Retrait.	Total
CA externe	11 577 067	10 383	61 253	7 150	688 259		12 344 113
CA interne		8 696 250	6 097 213	222 466	1 193 642	-16 209 570	0
CA Total	11 577 067	8 706 633	6 158 466	229 616	1 881 901	-16 209 570	12 344 113
Résultat d'exploitation	269 168	352 208	68 605	102 695	-35 139	1 547	759 083
Immobilisations*	1 664 665	14 071	41 105	1 733 768	432 260	-11 053	3 874 817

Exercice 2018 (en K€)	Distribution	DMI	Production	Immobilier	Autres	Retrait.	Total
CA externe	11 164 855	6 818	27 602	7 192	87 237		11 293 704
CA interne		8 454 728	5 564 246	243 796	1 067 339	-15 330 109	0
CA Total	11 164 855	8 461 546	5 591 848	250 988	1 154 576	-15 330 109	11 293 704
Résultat d'exploitation	232 367	266 423	60 546	103 804	14 985	-5 220	672 906
Immobilisations*	1 644 930	15 169	35 019	1 690 688	374 817	-15 516	3 745 106

* Immobilisations nettes (hors immobilisations financières)

- Par secteur géographique

L'information sectorielle par zone géographique se décompose comme suit :

Exercice 2019 (en K€)	France	Espagne	Italie	Reste de l'Europe	Chine	Autres	Retrait.	Total
CA externe	3 299 404	1 606 025	1 299 147	3 553 871	1 317 024	1 268 643		12 344 113
CA interne	2 046 605	193 716	388 452	6 527 791	6 214 754	838 253	-16 209 570	0
CA Total	5 346 008	1 799 741	1 687 598	10 081 662	7 531 778	2 106 896	-16 209 570	12 344 113
Rés. d'exploitation	316 219	143 279	68 583	136 227	162 301	-67 526		759 083
Immobilisations*	1 326 405	397 444	291 783	1 076 902	492 201	290 082		3 874 817

Exercice 2018 (en K€)	France	Espagne	Italie	Reste de l'Europe	Chine	Autres	Retrait.	Total
CA externe	3 233 512	1 560 311	1 273 981	2 995 198	1 255 923	974 780		11 293 704
CA interne	6 591 623	186 451	370 072	1 879 369	5 634 783	667 812	-15 330 109	0
CA Total	9 825 135	1 746 761	1 644 052	4 874 567	6 890 705	1 642 592	-15 330 109	11 293 704
Rés. d'exploitation	227 033	129 117	58 584	116 197	180 824	-38 847		672 906
Immobilisations*	1 291 090	401 536	298 028	992 510	527 566	234 377		3 745 106

* Immobilisations nettes (hors immobilisations financières)

Les pays significatifs compris dans le sous total **reste de l'Europe** sont l'Allemagne, la Belgique, la Pologne, la Russie, le UK, le Portugal, la Roumanie, la Hongrie, les Pays Bas et la République Tchèque.

Les pays significatifs compris dans le sous total **Autres** sont l'Inde, le Brésil, la Turquie, Taiwan, la Colombie et le Mexique.

Retraitements : Elimination des flux internes.

NOTE 19 - FRAIS FINANCIERS NETS

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Produits financiers	10 183	10 039
Charges financières	- 24 394	- 29 065
Résultat de change	55 182	29 829
Quote part financement		- 399
Total	40 971	10 404

NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Autre résultat exceptionnel	52	16
Total	52	16

NOTE 21 - IMPOTS ET TAXES

- Ventilation de la charge d'impôt

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Provision	-1 484	6 968
Impôts	-256 234	-231 531
Impôts différés	5 258	35 276
Total	-252 460	-189 287

- Rationalisation de la charge d'impôt

	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net	547 872	493 896
Charge d'impôt courante	- 257 718	- 224 563
Charge d'impôt différée	5 258	35 276
Charge d'impôt totale	- 252 460	- 189 287
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	800 107	683 326
Taux d'impôt théorique	34.43%	34.43%
Charge fiscale théorique	- 275 477	- 235 269
RAPPROCHEMENT		
Différence de taux d'impôt (1)	70 677	58 410
Incidence des crédits et autres réductions d'impôts (2)	9 627	30 887
Incidence des déficits fiscaux reportables (3)	- 34 915	- 26 286
Correction sur exercices antérieurs	2 097	- 2 680
Autres impôts sans base (4)	- 6 486	- 452
Différences permanentes fiscales	- 17 983	- 13 896
Charge réelle d'impôt	- 252 460	- 189 287

(1) Ecart entre le taux d'imposition de la maison mère et les taux d'imposition des filiales.

(2) En 2018 22.9 MEUR concernaient le CICE

(3) Dont -36.7 MEUR liés à la non activation de déficits fiscaux.

(4) Dont 2.3 MEUR lié au redressement fiscal intervenu sur le Maroc

- Impôt actif/ Impôt passif

K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Etat - IS débiteur	23 860	35 293
Etat - Retenue à la source débiteur	13 791	9 842
Impôts Différés Actifs	119 682	105 936
Total Impôts à l'Actif	157 333	151 072
Etat - IS créateur	42 362	42 632
Etat - Retenue à la source créateur	14 959	15 874
Etat - Autres impôts et taxes	51 294	45 272
Provision pour risques fiscaux	12 950	24 057
Impôts Différés Passifs	42 470	34 501
Total Impôts au Passif	164 036	162 335

L'impôt différé à l'actif correspond notamment aux effets de l'élimination de la marge interne sur stocks essentiellement (58 MEUR), aux différences temporaires fiscales sur Decathlon France (18 MEUR), aux impôts différés actifs sur les dépréciations d'actifs de sociétés chinoises (9.8 MEUR) ainsi qu'à l'activation des déficits fiscaux en Inde (4,6 MEUR), au Brésil (4,2 MEUR), en Allemagne (2.7 MEUR) et en France sur Avanis (2,4 MEUR).

Au passif, l'impôt différé est notamment la conséquence des retraitements des crédits baux et des durées d'amortissements.

La variation des provisions pour risque fiscaux concerne essentiellement la reprise, pour 12.6 MEUR, de la provision pour C3S.

- Autres informations

Les déficits fiscaux significatifs sont les suivants :

K EUR	31/12/2019		31/12/2018	
	Déficits fiscaux reportables	Activation impôts différés	Déficits fiscaux reportables	Activation impôts différés
Total groupe	415 785	14 946	315 051	18 783

Les déficits fiscaux reportables ne générant pas d'impôt différés actifs concernent principalement quelques sociétés Chinoises, Decathlon Suisse, Decathlon USA, Decathlon Canada, Decathlon UK.

NOTE 22 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige non provisionné susceptible d'affecter substantiellement la situation financière, les résultats ou l'activité du Groupe.

NOTE 23 - GESTION DU RISQUE

Gestion des risques de marché

1) Risque de change

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques de change commerciaux et financiers.

Le Groupe peut être, par ailleurs, amené à mettre en place des stratégies optionnelles simples (achat d'options ou tunnels) pour couvrir des expositions futures.

Les instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change ont été approuvés par la commission financière du Groupe et répondent tous aux principes suivants :

- ils sont utilisés dans le cadre d'une couverture,
- ils ont un sous-jacent, leur perte maximale est connue et leur Marked-to-Market est connu de façon dynamique,
- ils peuvent être cotés en temps réel de manière indépendante,
- ils sont liquides,
- ils font l'objet d'un reporting adéquat et
- ils sont gérés exclusivement par le département Trésorerie et Financement.

L'objectif de la couverture de change du Groupe est de :

- limiter l'impact des fluctuations de change sur la marge opérationnelle des filiales dont les achats ou les ventes sont libellés dans une devise autre que leur devise fonctionnelle,
- limiter l'impact de la conversion des éléments bilanciaux monétaires en devises (notamment liés aux opérations de financement intragroupe en devises) sur le résultat financier.

En outre, le Groupe peut être amené à couvrir les situations nettes de ses filiales situées hors zone Euro, par des instruments appropriés ayant pour objet de limiter l'effet sur ses capitaux propres consolidés des variations de parité des devises concernées contre l'euro.

2) Risque de taux

La politique de gestion du risque de taux d'intérêt est coordonnée et gérée de manière conjointe avec le département Trésorerie et Financement et les pays / Services Immobilier

L'objectif de la couverture du risque de taux d'intérêt est de protéger les flux de trésorerie futurs.

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable. Cette dette peut être couverte par des contrats d'échange de taux (swap de taux).

En outre, la dette court-terme en zone Euro est principalement financée par le biais de billets de trésorerie contractés à taux fixe à échéance 1 mois.

3) Risque de liquidités

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 15 et 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

La trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling (quand la législation locale le permet).

4) Risque de crédit

Nos financements sont conclus auprès de contreparties disposant d'un risque crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 30% de nos en-cours et d'un risque crédit minimum noté A- pour les 70% d'en-cours restants.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

- Une ligne de 75 MEUR à maturité résiduelle de 1,6 années (au 31/12/19) conclue auprès d'investisseurs non bancaires privés,
- Une enveloppe de 750 MEUR de billets de trésorerie souscrits en moyenne à hauteur à 660 MEUR par des investisseurs institutionnels.

Nos placements répondent eux aussi à des exigences de risque de contrepartie (minimum A-).

5) Valeur de marché des instruments financiers

1/ Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants

En raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2/ Valeurs mobilières de placement

La valeur nette de réalisation est retenue pour les valeurs mobilières de placement.

NOTE 24 - ENGAGEMENTS HORS BILANLes engagements au 31 décembre 2019 :

- Engagements donnés :

Dans le tableau suivant figurent les paiements futurs minimaux sur lesquels le Groupe est engagé.

<i>En K€</i>	Décembre 2019	< 1 an	> 1an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2018
<u>Engagements "Immobiliers" donnés</u>					
Contrats de location	1 396 676	364 830	675 631	356 215	1 146 145
Engagements d'acheter terrains	2 150	-	2 150	-	7 908
<u>Engagements "Autres" donnés</u>					
Autres	9 860	9 744	116	-	4 153
Total	1 408 686	374 574	677 897	356 215	1 158 056

Les engagements immobiliers concernent principalement les contrats de location. Il s'agit des loyers restants à payer à des bailleurs externes jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail. Les autres engagements donnés concernent principalement la centrale d'achat (contrats consultants ainsi que des partenariats).

Engagements reçus :

<i>En K€</i>	Décembre 2019	< 1 an	> 1an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2018
<u>Engagements "Immobiliers" reçus</u>					
Contrats de location	18 814	162	18 244	408	20 677
<u>Engagements "Financiers" reçus</u>					
Options de change	1 506 290	1 082 643	423 647	-	1 538 112
Lignes de financement CT	110 780	110 780	-	-	108 060
Lignes de financement MT	910 163	275 000	635 163	-	829 664
Lignes de garantie bancaire	573	573	-	-	2 501
<u>Engagements "Autres" reçus</u>					
Autres	2 796	171	545	2 080	35
Total	2 549 417	1 469 329	1 077 600	2 488	2 499 049

Les engagements reçus immobiliers correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail de nos locataires externes.

Les engagements reçus financiers correspondent aux lignes de crédit court terme et moyen terme et lignes de garantie bancaire négociées auprès des organismes financiers ainsi qu'aux dérivés optionnels souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change.

- Engagements réciproques :

<i>En K€</i>	Décembre 2019	< 1 an	> 1an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2018
<u>Engagements "Production" / "Appro" réciproques</u>					
Commandes fermes et engagements de capacités	42 698	9 208	22 181	11 309	15 808
Engagements partenariats	14 296	1 828	12 468	-	6 484
Stocks consignés	71 330	46 661	24 669	-	45 831
<u>Engagements "Financiers" réciproques</u>					
Couverture de change	4 491 559	3 561 207	930 352	-	4 584 610
Swaps de taux	176 407	66 683	17 658	92 066	151 746
Total	4 796 290	3 685 587	1 007 328	103 375	4 804 479

Les engagements réciproques production concernent principalement les contrats de réservation des lignes de production, les engagements de capacité et les contrats d'outillage auprès de nos partenaires de production.

Les engagements réciproques financiers correspondent aux instruments dérivés de change souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change et taux.

NOTE 25 - EFFECTIFS

1. Effectifs

Au 31 décembre 2019, l'effectif du groupe s'élève à 92 839 personnes contre 87 536 à fin 2018.

En Nombre de personnes	31/12/2019	31/12/2018
Personnel permanent (CDI)	79 819	74 696
Nombre de collaborateurs en CDD	13 019	12 840
Nombre de collaborateurs total	92 839	87 536

2. Charges de personnel

en K EUR	31/12/2019	31/12/2018
Salaires et traitements	- 1 665 160	- 1 505 011
Charges sociales	- 502 974	- 483 181
Intéressement	- 104 086	- 30 603
Participation	- 70 640	- 54 756
Autres charges	- 32 624	- 34 624
Total charges de personnel	- 2 375 484	- 2 108 174

La rémunération allouée aux membres des organes de direction et du conseil d'administration n'est pas mentionnée ici car cela reviendrait à identifier la situation individuelle des organes de direction.

DECATHLON

Société Européenne
Au Capital de 10 450 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JUIN 2020

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2019

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous apparaître opportuns.

Nous reprenons ci-après les différentes informations, telle que la réglementation le prévoit.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

I – SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

La situation et l'activité de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le bilan et le compte de résultat repris en annexe, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 2 048 621 509 €.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 2 352 460 910 €, le total des charges d'exploitation ressort à 2 090 002 847 € après dotation aux provisions et amortissements.

Le résultat d'exploitation ressort à 262 458 063 € contre 263 873 846 € pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à 604 438 868 €, contre 551 678 885 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à -38 330 730 €, contre 10 074 933 € pour l'exercice précédent.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été provisionnée pour un montant de 20 783 483 €. L'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à une somme de 87 087 099 €.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire **458 237 555 €**. Ce résultat se trouve en progression par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de **438 276 279 €**.

II– EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Début janvier 2020, la découverte d'un nouveau coronavirus (Covid-19) en lien avec des cas groupés de pneumopathies a été annoncée par les autorités sanitaires chinoises et l'OMS.

Nos activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre 2020 et nous nous attendons à un impact négatif sur nos états financiers en 2020. La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2019, nous n'avons pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

III– ACTIVITE EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Chez DECATHLON, l'innovation est pragmatique : rendre le sport accessible à tous ; quel que soit le niveau ou la discipline. Les équipes mettent le sportif au centre de la démarche et se concentrent sur les innovations d'usage. Elles innoveront à travers des produits accessibles, astucieux, pratiques et singuliers.

Les produits innovants des marques de DECATHLON sont le fruit de réflexions approfondies de la part des équipes de conception. Le point de départ de ce travail est toujours le même : l'observation et l'écoute des sportifs sur leurs lieux de pratiques. C'est de leurs besoins que naissent les idées, puis les prototypes et enfin le produit. La convergence des connaissances sur les besoins d'usage et les besoins physiologiques des sportifs, étudiés en interne par le centre de Recherche & Développement SportsLab, permet à DECATHLON de répondre à diverses problématiques, puis d'imaginer et proposer des produits adaptés au mieux à chaque discipline et à la majorité des pratiquants.

Nous vous rappelons que 23 nouveaux brevets ont été déposés en France en 2019, et 43 extensions de brevets ont été déposées à l'étranger.

IV – EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

V – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2019, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net comptable de **458 237 555,37 €**, que nous vous proposons d'affecter intégralement au compte « report à nouveau ».

VI– RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices se sont élevés à :

Exercice	Versement	Dividende/action
2016	2017	44,46 €
2017	2018	34,87 €
2018	2019	31,73 €

VII – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET DE L'ENDETTEMENT AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 3 du code du commerce, nous vous apportons les indications suivantes :

A la clôture de l'exercice 2019 :

- 680 millions d'euros de dette sont tirés.
- 1 520 millions d'euros de lignes sont disponibles et non utilisées (*dont 880 millions d'euros de lignes confirmées*).

L'année a été marquée l'utilisation récurrente de notre programme de NEU CP de 750 millions d'euros mis en place fin 2016 et par le renouvellement des financements moyen terme permettant d'atteindre quatre objectifs :

- augmenter la part de financement désintermédié,
- réduire les frais liés aux lignes court terme en profitant des conditions favorables sur le marché des titres négociables à court terme,
- réduire les frais de non utilisation sur les lignes moyen terme,
- maintenir la maturité moyenne de notre dette.

L'année 2019 a été marquée par réduction progressive du coût total de financement euro permettant d'atteindre un coût de financement complet négatif au 31/12/2019.

VIII – INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du code du commerce, nous vous rappelons également que notre société réalise une partie de ses achats hors zone euro, et, à ce titre, est exposée au risque de variation du cours des devises des pays dans lesquels nous réalisons ces opérations.

Aussi nous disposons d'une couverture de risque de change commercial destinée à protéger le Groupe des fluctuations des devises étrangères utilisées. Cette couverture est d'un montant de 8 100 millions d'euros ;

IX – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code du commerce, nous vous indiquons que les principaux risques, auxquels pourrait être confrontée la société, sont notamment les suivants :

Risques relatifs au marché de la vente au détail d'articles de sport

- Risques relatifs à l'environnement macro-économique

Les facteurs macro-économiques généraux sur le marché de la vente au détail d'articles de sport, sur lequel opère DECATHLON SE, qui échappent à son contrôle, peuvent affecter défavorablement les prévisions et la performance réelle.

Ces facteurs sont les suivants :

- Les produits intérieurs bruts,
- Les taux d'intérêts,
- La conjoncture économique,
- Le niveau d'inflation et de déflation des produits de consommation,
- Le prix moyen du pétrole,
- Le crédit à la consommation et le niveau d'endettement,

- Les taux d'imposition,
- Les taux de chômage,
- Tout autre facteur ayant un impact sur le moral et les dépenses des consommateurs.

Ces facteurs peuvent affecter défavorablement le moral et les dépenses des consommateurs.

Le principal objet de DECATHLON SE est la vente d'articles de sport, qui ne correspondent pas à des besoins de première nécessité. Lors de périodes durant lesquelles le revenu disponible baisse ou l'économie est aléatoire, les achats de ces produits par les consommateurs peuvent varier à la baisse.

- Risques relatifs à la concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport

DECATHLON SE est en concurrence avec d'autres groupes spécialisés dans la vente au détail d'articles de sport, et avec les groupes de grande distribution, par le biais de magasins, d'hypermarchés, d'internet et d'enseignes de hard discount sur le marché mondial.

La concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport commence à s'accroître du fait des éléments suivants :

- Le développement des concurrents existants,
 - L'implantation de nouvelles enseignes étrangères de grande distribution et de distribution spécialisée,
 - Le nombre croissant de magasins de hard-discount qui augmentent significativement la pression sur les prix.
 - Les principaux facteurs sur lesquels DECATHLON SE doit mettre l'accent pour rester compétitif :
 - La sélection des marchandises et leur qualité,
 - La politique des prix,
 - La localisation et l'accessibilité de ses magasins,
 - Les services aux clients,
 - La notoriété des marques.
 - Risques relatifs aux phénomènes économiques, sociaux et institutionnels
- Le marché de la vente au détail d'articles de sport peut être affecté par des phénomènes sociaux et institutionnels sur le court et long terme, qui sont :
- L'âge moyen de la population,
 - Le taux de natalité,
 - Le régime fiscal des activités commerciales.

X – RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice 2019, la société a racheté 9 045 Actions Ordinaires et 5 303 actions de préférences, ce qui porte, après prise en compte des cessions d'actions intervenues, à 25 831 actions ordinaires et 13 274 actions de préférences le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2019 afin de lui permettre de faire face à la levée des plans de stock-options et d'actions gratuites arrivant à échéance.

La société ne dépasse pas le seuil de 10% de détention d'actions propres.

XI – DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code, à hauteur de 359 200 €.

XII – ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 2019, la participation des salariés au capital social de la société est de 11,95 % du capital social.

La société n'étant pas cotée sur un marché réglementé, elle n'est pas soumise aux obligations concernant l'identité des personnes détenant une participation significative dans la société et les modifications de cette participation intervenues au cours de l'exercice.

XIII – OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS RESERVEES AU PERSONNEL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, il n'a été consenti aucune option d'achat d'actions.

En outre, 16 806 options d'achat d'actions consenties en Juin 2015 ont été exercées le 18 juin 2019 au prix unitaire de 764,47 €, et 116 options d'achat d'actions consenties en Juin 2016 ont été exercées le 2 décembre 2019 au prix unitaire de 865,51 €.

XIV – ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, il a été attribué 10 073 droits à action attribuée gratuitement.

En outre, 959 droits à action attribués gratuitement en Septembre 2015 ont été acquis le 14 mai 2019 au prix unitaire de 1174,71 €.

XV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations à ce niveau vous sont données dans la partie du rapport relative aux comptes consolidés.

XVI – INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du code de commerce, nous vous précisons, en annexe - I -, les informations sur les délais de paiement appliqués à nos fournisseurs et à nos clients.

XVII – IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Conformément aux dispositions légales, une déclaration de performance extra-financière, annexée au présent rapport de gestion, centralise l'information sociale et environnementale que nous vous devons, présentant les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, incluant, notamment, les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit, ainsi que ses engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités et en faveur de l'économie circulaire, ainsi que les accords collectifs conclus dans l'entreprise et impacts de ceux-ci sur sa performance économique ainsi que sur les conditions de travail des salariés.

Ces informations et notre déclaration de performance extra-financière ont fait l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant accrédité. Le rapport de cet organisme vous a été transmis en même temps que le rapport de gestion.

XVIII – PLAN DE VIGILANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, les informations concernant le plan de vigilance de la Société reprenant les mesures raisonnables propres à identifier les risques, et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que son environnement, figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XIX – AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 19 juin 2019, le Directeur Général à consentir, avec faculté de délégation, des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant maximum annuel de CENT CINQUANTE MILLIONS (150 000 000) d'euros, dont :

- QUINZE MILLIONS (15.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'établissements financiers,
- TROIS MILLIONS (3.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice de bailleurs,
- VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'administrations fiscales et douanières européennes. Ce montant étant ramené à 5.000.000 € maximum pour les administrations hors Europe.

Cette autorisation a été donnée pour une durée d'un an.

XX – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La société n'exploite pas d'installations classées, susceptible de créer des risques très importants pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement.

XXI – INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, I du code de commerce, nous vous informons que la société n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour pratiques anticoncurrentielles.

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3bis, al 2 du code du monétaire et financier, nous vous informons qu'aucun prêt interentreprises n'a été mis en place.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**XXII – SITUATION ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR****Situation économique et activités des sociétés du groupe**

DECATHLON poursuit son évolution. Les chiffres et les résultats de l'entreprise attestent de cette dynamique, en 2019, avec une croissance mondiale de 9 % et un chiffre d'affaires (consolidé) qui s'élève à 12,5 Milliards d'euros contre 11,5 Milliards d'euros en 2018.

Le résultat net consolidé 2019 est de 547 Millions d'euros contre 494 Millions d'euros en 2018.

Au regard des performances habituelles, l'année 2018 avait été décevante (+5 % de croissance CA dans le monde, -5 % en France). En 2019, DECATHLON est resté fidèle à sa philosophie en s'appuyant sur ses femmes, ses hommes, collaborateurs répartis dans 69 pays ; en continuant d'oser et d'innover. Certaines erreurs commises ont ainsi été corrigées et la marche en avant a repris. Il reste beaucoup à faire, mais l'horizon s'élargit de nouveau en grand pour DECATHLON.

Pour une enseigne qui reste solide sur ses bases hexagonales (+3 % de croissance CA) et ses savoir-faire historiques : la conception et la distribution de produits et services sportifs techniques et abordables, évolution a souvent rimé avec disruption en 2019. Ainsi, DECATHLON a su allier ses compétences avec celles d'autres acteurs majeurs du sport, comme avec Altricks, leader en ligne du running, du cyclisme et des sports de plein air ou encore avec E-Liberty, qui devient Decathlon.ski.

Au sein d'une enseigne qui agit avec détermination pour préserver son aire de jeu, notre planète, 93 000 coéquipiers prennent au quotidien et localement des initiatives qui servent leurs clients sur les cinq continents.

Au 31 décembre 2019 le groupe DECATHLON compte 1 647 magasins répartis dans 57 pays. Au cours de l'année 165 nouveaux magasins ont été ouverts et 29 ont été fermés.

Rétrospective France :

Plus que jamais, DECATHLON France demeure une enseigne et une marque en mouvement. L'année 2019 le prouve avec une croissance retrouvée de +3 % et une progression, à magasins comparables, de +2,3 %. Mais au-delà des chiffres, il convient de retenir plusieurs faits marquants qui vont naturellement se prolonger en 2020.

Les produits de nos marques, créés exclusivement par nos équipes de conception, aux prix les plus justes sont un atout indéniable. L'innovation dans les produits et les services constitue notre marque de fabrique. « En 2019, nous avons développé de nouveaux produits innovants et techniques pour accompagner tous les sportifs : débutants, confirmés et experts ».

L'expansion n'a pas été en reste en 2019, avec 15 ouvertures de magasins, pour répondre aux besoins des clients et accompagner les sportifs dans leur quotidien. Nous avons poursuivi nos tests de points de contacts pour renforcer notre proximité avec nos sportifs. Les containers mon P'tit Decat' dans les agglomérations de Paris, Bordeaux et Marseille, à la montagne et en bord de mer, les ouvertures au cœur des villes à Reims avec un point de contact de 83 m2 avec une promesse de 5 sports, ou à Nice avenue Jean-Médecin démontrent que DECATHLON France veut plus que jamais accompagner les sportifs là où ils pratiquent leurs sports.

Le retour d'une croissance positive en France s'explique par l'implication, la vitalité, l'autonomie et l'engagement des 23 000 collaborateurs mais aussi par des choix forts en matière d'offre. En 2019, nous avons pris en compte les attentes de nos clients en poursuivant l'ajustement de notre offre de produits. Ce travail d'amélioration de notre offre commerciale se poursuivra en 2020 au travers de partenariats avec d'autres marques internationales en complément de nos produits exclusifs.

Ouvertures de magasins dans de nouveaux pays :

Ukraine :	2
Japon :	1
Vietnam :	2
Algérie :	1
Malte :	1
Serbie :	1

Ouvertures de magasins dans des pays existants :

Chine :	17
Allemagne :	16
France :	15
Suisse :	14
Inde :	10
Espagne :	6
Turquie :	5

Fermetures de magasins :

France :	5
Allemagne :	1
Espagne :	5
Italie :	1
Chine :	7
Russie :	5
Inde :	3
Turquie :	1
Taiwan :	1

Faits marquants

Le 29 juin 2019 s'est tenue l'inauguration du premier magasin DECATHLON en Algérie. DECATHLON était déjà bien connu du public algérien avant l'ouverture mais a pu alors offrir, dès le premier jour de commerce, 14 000 produits référencés répartis dans 55 sports. 60 collaborateurs sportifs locaux ont été recrutés. L'ouverture de ce lieu de vie et de vente a suscité un véritable engouement populaire avec un magasin rempli de clients dès l'ouverture.

16 nouveaux magasins ont été ouverts outre-Rhin en 2019, ce qui porte à 80 le total de DECATHLON allemands, avec 4 600 coéquipiers, et près de 17,5 millions de clients ! Dans huit villes, le service de livraison est désormais assuré le jour même. Un centre de formation «DECATHLON Exchange » a aussi été inauguré, ainsi que des entrepôts de logistique entièrement automatisés.

Le premier magasin nippon de DECATHLON, Nishinomiya, entre Kobé et Osaka, a été ouvert en mars 2019. En réalité, l'enseigne est présente sur l'archipel depuis 28 ans, grâce au sourcing mené à Osaka pour Subea, Wedze et B'Twin, etc. Un nouveau magasin DECATHLON japonais de 2500 mètres carrés s'ouvrira à Tokyo en avril, sur le deuxième plus grand marché du sport mondial.

Perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

XXIII – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS 2019

Les comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net consolidé de 547 Millions d'euros contre 494 Millions d'euros pour l'exercice précédent.

XXIV – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Début janvier 2020, la découverte d'un nouveau coronavirus (Covid-19) en lien avec des cas groupés de pneumopathies a été annoncée par les autorités sanitaires chinoises et l'OMS. Les conséquences de la propagation du Covid-19 dans différents pays où nous sommes présents, dont ceux où nous comptons le plus grand nombre de nos magasins (Chine, Italie, France, Espagne) ont imposé la fermeture de nos magasins

et donc un ralentissement de notre activité. Nous travaillons sur des plans d'actions à différents niveaux pour gérer cette situation.

XXV – PRESENTATION DES COMPTES

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2019 sont identiques à ceux de l'exercice précédent.

XXVI – PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE

L'annexe des comptes consolidés vous donne toutes les informations concernant les entrées et sorties du périmètre de consolidation du groupe.

XXVII – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

XXVIII – PRISES DE CONTRÔLE ET PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DE L'EXERCICE

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société, le détail des informations financières est précisé au sein de l'annexe des comptes annuels.

CESSIONS DE PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, notre société n'a effectué aucune cession de participation.

PRISES DE PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons acquis 70% du capital de la société AVANIS, *SAS immatriculée 484 395 629 R.C.S. VERSAILLES*.

PRISES DE CONTROLE

Au cours de l'exercice écoulé, du fait de l'acquisition de 70% du capital de la société AVANIS, notre société a pris le contrôle indirect des sociétés suivantes, filiales à 100% d'AVANIS :

- Web To C Logistique (804 102 309 RCS CHARTRES)
- Bike Experience (811 034 511 RCS CHARTRES)
- Riverside Publication (352 438 550 RCS VERSAILLES)

XXIX – PARTICIPATIONS RECIPROQUES

Aucune aliénation d'actions n'a été effectuée au cours de l'exercice écoulé en vue de mettre fin à des participations croisées illicites.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

XXX – OPTION CHOISIE POUR L'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Le mode d'exercice de la Direction Générale n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2019. La fonction de Directeur Général reste assurée par Monsieur Michel ABALLEA.

XXXI – SITUATION DES MANDATS

Nous vous informons qu'aucun mandat d'administrateur, de directeur général ou de directeur général délégué n'est parvenu à son terme.

Concernant les mandats de commissaires aux comptes, nous vous informons qu'il convient de soumettre à l'assemblée générale le renouvellement du mandat de Commissaires aux comptes de la société MAZARS.

XXXII – LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCES POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL**DIRECTEUR GENERAL E DELEGUES**

Michel ABALLEA (Directeur Général)	- Supervisor de la société Decathlon (Shanghai) Investment Co., Ltd.
Jean Marc LEMIERE, (Directeur Général Délégué)	- Pas d'autre Mandat
Fabrice BESCHU, (Directeur Général Délégué)	- Pas d'autre Mandat
Arnaud GAUQUELIN, (Directeur Général Délégué)	- Président de la SAS DECATHLON France SAS
Isabelle GUYADER, (Directeur Général Délégué)	- Pas d'autre Mandat
Franck VIGO, (Directeur Général Délégué)	- Pas d'autre Mandat

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fabien DERVILLE (Président du Conseil)	Administrateur : - AGAPES SA
	Gérant : - FADEREL SARL - JABA 2006 SC - LAVILLE SC - SCI ARIFA SC - MOBILITY CONSULTING SPRL
	Directeur general : - HOFIDER SAS - MIDAS AUTOSERVICE GmbH
	Président-Directeur Général : - MOBIVIA SA
	Président du Conseil de Surveillance : - CHRISTOPHORUS HOLDING GmbH

AFIR Holding & Management (Administrateur)	- Pas d'autre Mandat
HOLYMPIADES (Administrateur)	- Membre du conseil de surveillance SOPARTHLON B SCA - Président de la Société COROT SAS
Gregory SARTORIUS (Administrateur)	Gérant : - SARTO FINANCES SARL - SCI LE VILLARET - SCI TROYES SAINT ANDRE - ATAKOR SC - SCI OLGA 1 - SCI OLGA 2 - SCI OLGA 3 - SCI CALA LONGA Président de la Société : - HOFIDER SAS - SQUADRA SAS Président Directeur Général : - TEL AND COM SA Administrateur: - MOBIVIA GROUPE SA
Caroline MULLIEZ (Administrateur)	- Pas d'autre Mandat
Julien LECLERCQ (Administrateur)	- Président de la société E-liberty services, Société Anonyme de droit Suisse
Isabelle TABARY (Administrateur)	- Présidente du Conseil de Surveillance du FCPE DECAVAL - Supervisor de la société DISP (Shanghai) CONSULTING CO., Ltd

XXXIII – CONVENTIONS SIGNIFICATIVES CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

NEANT.

XXXIV – TABLEAU DES DELEGATIONS

Il n'y a pas, à la date de clôture, de délégations en cours données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration pour procéder à des augmentations de capital.

XXXV – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial de commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.

XXXVI – JETONS DE PRESENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'Administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 300 000 euros.

*

*

*

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Fait à Villeneuve d'Ascq,

Pour le Conseil d'Administration
Monsieur Fabien DERVILLE
Président du Conseil

Fabien DERVILLE